

**Aujourd'hui**

**L'ex-Femen tunisienne Amina Seboui comparait pour dénonciation mensonge pour avoir affirmé, à tort, qu'elle avait été agressée en juillet à Paris par des salafistes**

**En vue**

**Sénat : Michèle André aux Finances**  
L'ancienne ministre Michèle André (PS) a été désignée hier par le groupe socialiste du Sénat pour exercer les fonctions de présidente de la commission des Finances. Mme André, 67 ans, sénatrice du Puy-de-Dôme. Elle remplacera à ce poste l'UMP Philippe Marini (UMP).

**A suivre**

**Le terroriste Carlos aux assises**  
Le chérif tunisien Carlos, déjà condamné deux fois à la perpétuité, est de nouveau renvoyé aux assises, pour l'attentat contre le Drugstore Saint-Germain il y a 40 ans à Paris. Son avocate Isabelle Coutant-Peyre, va faire appel.

**à retenir aussi**

■ Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron. AFP

**Distribution****Faire cesser la guerre des prix**

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, et celui de l'Economie, Emmanuel Macron, réuniront dans la prochaine semaine les acteurs de la grande distribution et les producteurs agricoles pour évoquer la fin de la guerre des prix. Distributeurs et fournisseurs entament ce mois-ci leurs négociations annuelles sur les tarifs auxquels les premiers vont acheter les produits des seconds. L'objectif de la réunion est la course aux prix bas entre enseignes qui nuisent aux producteurs, de l'agriculture à l'industrie, qui tous dénoncent l'arriéré des négociations.

**Assemblée****Non à « madame le président » !**

Le député UMP Julien Aubert s'est fait appeler à l'ordre mercredi à l'Assemblée pour solliciter d'appeler la présidente de séance « madame le président » à la place de « monsieur le président ». Mais il continue en revanche à dire « madame le ministre » à Sérgeline Royal !

**Seuls sociaux****La négociation débute demain**

Les deux partenaires sociaux lancent demain la négociation sur le dialogue social, incluant une réforme des seuls sociaux un vrai rappor à la négociation. Les deux partenaires au nom du emploi selon le gouvernement et le patronat. Les trois organisations patronales (Medef, CGP, UPA) et les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) ont rendez-vous cet après-midi au Medef.

**Immobilier****Achat : les Français à nouveau tentés ?**

Les Français sont plus nombreux à étudier un projet d'achat immobilier, à la faveur de taux d'emprunt historiquement bas, selon le courtier en immobilier qui affirme bien avoir enregistré une hausse de 20 % des demandes de crédit au premier semestre. La structure moyenne des emprunts passe à 400 000 par an. Les villes où le courtier a reçu les demandes en plus forte hausse sur les six premiers mois de l'année, compare au second semestre : Strasbourg (+38%) Bordeaux (+13%) Lyon (+10%) et Paris (+5%). Elles étaient en revanche en retrait à Lille (-4%) et Toulouse (-6%).

**Calendrier****Des vacances de Pâques trop tard ?**

Les Domaines skiables de France, en congrès jusqu'à ce soir à Montpellier, réclament à la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, des discussions pour avancer d'une semaine les vacances scolaires de Pâques. Mais elles dureront jusqu'à début mai. Conséquence ? Une perte du chiffre d'affaires de 3 % selon les Domaines skiables de France.

**Politique** La Commission européenne pourrait rejeter la loi de Finances de la France

# Bras de fer Paris-Bruxelles

Menace sur le projet de budget, qui sera transmis à la Commission d'ici une semaine : le gouvernement français pourrait être contraint à un effort supplémentaire sur les impôts ou les dépenses.

« **O**ui, c'est mal parti », nous confiait hier un haut responsable de l'Etat. La guerre sera sans doute évitée. Mais les escarmouches s'annoncent pompeuses et dévastatrices entre la France et l'Union européenne, sur le déficit excessif.

**La faute à la crise ?**

Le budget est dans le gouvernement français prévoit de réduire ses déficits publics de 4,4 % cette année à 4,3 % l'année prochaine. Autant dire du tout, alors que l'objectif initial était de 3 %. Pire, l'effort sur le déficit structurel (qui tient compte de la croissance) est lui aussi très inférieur aux promesses.

La faute à la crise en Europe, explique le ministre des Finances Michel Sapin depuis la présentation du budget hier à l'Assemblée. La France a des efforts, avec 21 milliards d'euros de dépenses en moins en 2015, et des réformes de fond comme le Pacte de responsabilité.

« **Aler au-delà est impossible**, a martelé le Premier ministre Manuel Valls lundi à Londres. C'est à l'Europe de faire l'effort, en arrêtant « les politiques d'austérité qui ne permettent pas de retrouver dans le budget sens ».

**C'est le nombre de fois où la France n'a pas respecté ses engagements budgétaires envers l'Europe ?**

En 2013, avec Jacques Chirac, en 2007

avec Nicolas Sarkozy, en 2013 avec François Hollande... et donc peut-être à nouveau en 2015 avec François Hollande.



■ **Aler au-delà est impossible**, a déjà répondu le Premier ministre à la Commission européenne. Photo AFP

pas. D'où tout, estime la Commission européenne, la France pouvait et devait faire mieux. Bruxelles pointe ses erreurs, mais aussi celles de Portugal, qui ont fait des efforts beaucoup plus importants. Et souligne que c'est la (mauvaise) tradition de la « Grande Nation » comme la moquent les Allemands, de prétendre s'affranchir des règles du commun des na-

tions.

Elle réclame donc des efforts supplémentaires, de l'ordre de 8 milliards selon *Le Figaro* - ce qui réduirait le déficit de 0,4 % supplémentaire. Pour apprécier cette somme, il faut savoir qu'un point de hausse de TVA rapporte quelque 10 milliards d'euros à la famille (congé parental et prime à la naissance) dont n'importe d'économiser que 700 millions d'euros.

**Le risque de la déflation**

La guerre du budget aura-t-elle lieu ? Elle n'ira sans doute pas jusqu'aux sanctions financières évoquées hier par l'opposition (voir ci-contre). Mais chacun devra bouger. La Com-

mission européenne et l'Allemagne d'Angela Merkel, qui connaissent les effets de l'austérité : le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance en zone euro (à 1,3 % en 2015), et évoque un risque de « déflation » (baisse des prix) qui peut entraîner une récession, qui deviendrait « le principal problème de l'économie mondiale ».

Mais la France devra aussi bouger. Montrer sa bonne volonté en augmentant ses impôts ou réduisant ses dépenses pour convaincre les autres. La discussion commence aujourd'hui à Milan, en marge du sommet européen sur l'emploi. Elle sera longue et tumultueuse.

Francis BROCHET

## L'opposition réclame la sanction

Entendre des louanges sur Bruxelles dans les couloirs de l'Assemblée est rare, les députés ayant plutôt tendance à critiquer les engagements de la France vis-à-vis de l'Europe ?

Michel Sapin et Manuel Valls l'affirment. « Oui, nous sommes dans les clous. Nous n'avons aucune raison d'être critiqués », a déclaré le ministre des Finances avec fermeté. « Je ne parlerai jamais de mon pays comme vous venez de le faire », a taché le Premier ministre envers l'opposition.

Il applaudissait, ça, à la marche chez la plupart des députés socialistes (mais pas tous). Un scepticisme partagé au sein même du groupe socialiste, a ajouté Eric Woerth, ancien ministre du budget, hier en arrière qu'il avait « un problème France en Europe ».

Les centristes n'étaient pas plus tendres et ont interrogé le gouvernement lors

de la séance des « Questions à Yves Bertoncini

Partie d'un conflit entre François Fillon et le budget

Oui, il y a d'abord des règles

Or, c'est à la règle que la France l'un des rares pays à ne pas respecter ses engagements budgétaires depuis que le

peut de stabilité a été adopté. Les deux partenaires sociaux, dont certains, qui seraient coûteux pour l'Union européenne, et pour la France en Europe.

**Pourquoi contredire la France en Europe ?**

C'est déjà difficile de ne pas tenir ses engagements, et c'est ce qu'en est de train de Pierre Moscovici, le commissaire à l'économie, hier à la Commission.

La France est sans doute crédible en matière de politique extérieure et de défense, mais elle doit son credo auprès des secteurs privés par les questions budgétaires. Et ce scepticisme la gêne dans sa demande de « réorienter

l'Europe » et

réapparaît comme un peu chauffer qui prépare le code de la route.

**Et manuva, dites-vous**

pour l'Europe en France ?

Il est difficile de faire une Europe punitive, coercitive. Une fraction de l'opinion française pourra trouver sain que l'Europe nous force à respecter les règles. Mais je crains que face au changement

d'un budget rejetté par l'Europe, la réaction dominante

soit souverainisme, sur le

thème : « quel droit l'Europe a-t-elle de nous juger ? »

Sauf si le rappel à la règle n'est pas trop dur. Et si l'Etat est équilibré par un effort européen sur l'investissement, ce qui alors ajoute la rigueur, et la carte au bâton.

Propos recueillis

par Francis BROCHET

## Questions à Yves Bertoncini

Directeur de l'Institut Jacques-Delors

### « La France a épousé son crédit »

Faut-il craindre un conflit entre François Fillon et le budget

Oui, car il y a d'abord des règles

Or, c'est à la règle que la France l'un des rares pays à ne pas respecter ses engagements budgétaires depuis que le

peut de stabilité a été adopté. Les deux partenaires sociaux, dont certains, qui seraient coûteux pour l'Union européenne, et pour la France en Europe.

**Pourquoi contredire la France en Europe ?**

C'est déjà difficile de ne pas tenir ses engagements, et c'est ce qu'en est de train de Pierre Moscovici, le commissaire à l'économie, hier à la Commission.

La France est sans doute crédible en matière de politique extérieure et de défense, mais elle doit son credo auprès des secteurs privés par les

questions budgétaires. Et ce

scepticisme la gêne dans sa

demande de « réorienter



Yves Bertoncini

par Francis BROCHET

## Valls à l'offensive

« La France ne peut pas se

laisser marcher sur les pieds à

Bruxelles ». Le Premier ministre Manuel Valls estime que son gouvernement acomme put suffisamment d'efforts et donne assez de gages à la Commission pour ne pas être

contraint à de nouvelles portées de réformes en plus des 210 milliards d'euros.

Réforme du marché du travail, gel d'indices dans la fonction publique et des retraites complémentaires, pacte de responsabilité, baisse de 10 milliards d'euros des dotations aux collectivités, loi sur les seuls sociaux et les professions réglementées à venir... Le Premier ministre

rappelle aux commissaires que l'époque où un tel train de réformes a été conduit en Allemagne, au milieu des années 2000, la croissance et l'inflation n'étaient pas meilleures. Mais l'intention de ramener en 2015 « échéances électoralles ou pas les réformes qui favorisent la croissance et la croissance ». Autre argument : qui dans la zone euro s'implique la sécurité face au terrorisme ? Avec une baisse d'opérations militaires extérieures de 1,5 milliard, la France fait plus que l'ensemble des pays. Toujours bon à rappeler que les temps dangereux qui courrent

J'avais annoncé que je voulais renégocier [le traité budgétaire euro-péen], au sens d'y mettre ce qui ne s'y trouvait pas, croissance et mesures de stabilité... Je considère que ce sommet a permis d'aboutir à cette renégociation.

François HOLLANDE

France/Hollande

stabilité

et énergie

et énergie